

**MINISTÈRE DES FINANCES
et des Affaires Economiques**

**DIRECTION
de la
COMPTABILITE PUBLIQUE**

BUREAU C 3

**Numéros dans les séries spéciales :
142 TM**

**INSTRUCTION N° 58-165 - B 1
du 3 SEPTEMBRE 1958**

**Classement
B 1**

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

PAIEMENT DE LA REMUNERATION DES INSTITUTEURS NON TITULAIRES.

DOCUMENT A ANNOTER : Néant.

L'attention du Département a été appelée sur les difficultés qu'entraîne le retard avec lequel sont généralement payés, en début d'année scolaire, les émoluments des instituteurs non titulaires, qu'ils soient remplaçants ou suppléants.

Pour pallier ces difficultés le Ministre de l'Education Nationale a pris, en accord avec le Département, diverses mesures qui font l'objet de la lettre adressée le 1^{er} août 1958 aux Préfets et Recteurs d'Académie.

Les comptables voudront bien se reporter aux dispositions contenues dans cette lettre qui est reproduite ci-après en annexe et en assurer l'application en ce qui les concerne.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique.

Le Sous-Directeur :

MALEPRADE.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM
-----	-----	-----	-----

MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE

Direction de l'Enseignement
du 1^{er} Degré

5^e Bureau
N° 184

ANNEXE
à l'instruction n° 58-165 B 1
du 3 septembre 1958.

Paris, le 1^{er} août 1958.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

A MM. LES PRÉFETS,

A MM. LES INSPECTEURS D'ACADÉMIE.

OBJET : Paiement de la rémunération des instituteurs non titulaires.

Mon attention est appelée à chaque début d'année scolaire sur le retard considérable avec lequel sont payées les sommes dues, pour le mois d'octobre, aux instituteurs non titulaires, qu'ils soient remplaçants ou suppléants éventuels — retard qui prive de toute rémunération pendant plusieurs semaines des personnels débutants qui ne disposent le plus souvent d'aucune autre ressource. Ce retard est dû à l'application à ces personnels des règles suivies en la matière pour les personnes titulaires.

Le Ministre des Finances et des Affaires Economiques saisi de ces difficultés a bien voulu accepter la solution que je lui proposais pour y mettre fin et qui consiste à fractionner la rémunération du mois d'octobre.

Les droits des instituteurs remplaçants et suppléants éventuels seront donc arrêtés, *dès le 15 octobre*, par les services liquidateurs sur les bases suivantes :

- a) pour les instituteurs remplaçants : liquidation du quart fixe (dû pour le mois entier) et des indemnités journalières de suppléance (dues pour la période de travail effectif accompli de la rentrée scolaire au 15 octobre) ; je précise que l'indemnité journalière spéciale instituée par le décret n° 56-983 du 3 octobre 1956 est exclue des présentes dispositions ;
- b) pour les suppléants éventuels : liquidation des indemnités journalières de suppléance dues pour le travail effectif accompli depuis la rentrée scolaire jusqu'au 15 octobre.

Les opérations de mandatement des sommes ainsi liquidées seront entreprises immédiatement pour que les intéressés puissent être payés dès la fin du mois d'octobre.

Les opérations de liquidation et de mandatement des rémunérations dues pour la période du 16 au 31 octobre et pour les mois suivants continueront d'être effectuées selon les règles habituelles.

Je vous invite à prendre dès maintenant toutes dispositions utiles pour que cette procédure puisse être appliquée dès la prochaine année scolaire.

Vous voudrez bien me saisir, sous le timbre du 5^e Bureau, des difficultés que vous pourriez éventuellement rencontrer.

*Pour le Ministre et par autorisation,
Le Directeur Général
de l'Enseignement du Premier Degré :*

A. BESLAIS.

DIFFUSION
G